

## République serbe de Bosnie : Milorad Dodik fait réagir l'Ouest et l'Est

### Description

Par Stéphan Altasserre (sources : *Slobodna Bosna, Vijesti, Blic, NATO*)

Depuis de nombreuses années, la Bosnie aspire à intégrer l'Otan. Le 9 janvier 2017, Milorad Dodik (SNSD, Alliance des sociaux-démocrates indépendants), le président de la République serbe de Bosnie (RS), a déclaré que l'entité serbe pourrait faire sécession si la Bosnie rejoignait l'Alliance atlantique, et ajouta qu'elle créerait ensuite sa propre armée. Ce faisant, il a remis en cause les accords de Dayton (1995) signés avec la médiation des États-Unis. À la suite de cette annonce, l'administration Obama a décidé de sanctionner le président de la RS en gelant ses biens personnels aux États-Unis.

De leur côté, les diplomates nord-américains et ouest-européens en poste à Sarajevo travaillent d'ajour depuis plusieurs semaines à l'isolement politique de M. Dodik. Ils verraient d'un bon œil le fait que Marko Pavić, le président de la DNS (Alliance démocratique nationale), retire son mouvement de la coalition Conservatisme social (SNSD-DNS-SP) et rompe avec le SNSD, dont M. Dodik est le chef de file. M. Pavić a récemment déclaré que, si son parti était membre de la majorité parlementaire, l'«esprit» du DNS était différent de celui du SNSD. Il ne s'agit pas non plus d'être engagé en faveur d'une alliance avec son partenaire dans la perspective des élections de 2018. Or, sans son partenaire traditionnel et l'appui de ses députés, le SNSD ne serait pas en mesure de diriger le pays, de légitimer en RS. M. Dodik pourrait ainsi être mis en échec et progressivement écarté du pouvoir exécutif.

Il est peu envisageable que cette stratégie aboutisse dans les prochains mois. Elle pourrait cependant influencer les prochaines élections générales en 2018, année où les présidences des instances fédérales bosniennes et des deux entités seront renouvelées, de même que l'assemblée parlementaire de la RS.

La Russie, quant à elle, tente de minimiser la portée des interventions politiques du président de la RS. L'ambassadeur de Russie en Bosnie-Herzégovine, Piotr Ivantsov, a indiqué que, de son point de vue, les rumeurs sur une éventuelle sécession de la Bosnie-Herzégovine étaient délibérément exagérées, afin de favoriser les tensions et de détourner l'attention des vrais problèmes, tels que le développement social et économique, la sécurité et la radicalisation.

**date créée**

19/02/2017

**Champs de mots**